

Mes chers collègues,

Je salue de nouveau l'initiative du groupe communiste pour la création de cette MIE mais j'avais également rappelé le cadre dans lequel, selon moi, elle devait se situer : les impératifs écologiques et sociaux, le changement profond de notre modèle productif.

Le rapport rappelle l'urgence d'agir : entre 1990 et 2010 on est passé de 146 200 emplois industriels à seulement 52 790. Conséquence : le taux de chômage des ouvriers parisiens est de 20,7%, soit deux fois supérieurs à la moyenne, selon les chiffres de l'insee 2012. L'emploi ouvrier, l'emploi des classes populaire a été exclu de Paris. Mais le rapport ne tient pas assez compte de cet enjeu.

Il évoque trop souvent des politiques publiques d'ors et déjà mises en place par la mairie, dites de « soutien à l'innovation » qui favorisent la création d'entreprises type « start up » dans le domaine du numérique, de la mode et du design qui n'offrent pas ces emplois ouvriers dont les classes populaires les plus touchées par la crise ont besoin.

La création d'un label « fabriqué à Paris », n'a de sens qu'adossée à une politique volontariste antispéculative, mettant à disposition des locaux aux loyers abordables en faveur de la relocalisation d'atelier de fabrication.

Je salue le fait que le rapport propose que la Ville de Paris se dote d'une stratégie en direction de l'économie circulaire, de développer les filières de rénovation énergétique des bâtiments, de recyclage et de réparation, de Fab'lab coopératifs. Il va également dans le sens d'un conditionnement des aides publics à des critères sociaux et environnementaux, ce que je souhaite.

Je ne peux que pousser à aller plus loin dans le volontarisme de la puissance public pour développer un modèle qui ne soit pas tourné vers la concurrence, la mondialisation à outrance mais plutôt vers les besoins locaux et le bien vivre.

Dans cet esprit, je propose que le premier acte de volontarisme de la ville de Paris soit d'empêcher la Semaest de vendre les locaux du 48 rue ramponeau qui hébergent la métallerie de Belleville, un atelier d'artiste et une ancienne miroiterie. Aux vues des ambitions de ce rapport, qui cite d'ailleurs la Semaest comme un des outils d'intervention de la ville de Paris, cette vente doit être annulée. Nous devons à tout prix y défendre le projet des habitant-e-s d'y maintenir une activité industrielle, artisanale et artistique pour le "Fabriquer à Paris".